

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Pour les départements, le numéro, 45 centimes.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Les souscripteurs dont l'abonnement est expiré sont priés de le renouveler, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans l'envoi du journal.

SOMMAIRE : Du principe d'association : insuffisance de toute association isolée. — Le prix de fabrique. — Revue Rétrospective : des idées sociales depuis Socrate jusqu'à nos jours. — Application de l'art. 13 de la Constitution. — Comptendu des séances du Congrès agricole. — Exposition et examen critique des doctrines de M. Proudhon (suite). — Courrier de la semaine.

DU PRINCIPE D'ASSOCIATION (1).

III. Insuffisance de toute association isolée, soit entre ouvriers et capitalistes, soit entre ouvriers seulement.

Nous avons dit que l'association avait pour but : 1° de prévenir les déperditions de forces et de capitaux, d'augmenter la puissance productive ; 2° de réaliser la solidarité des intérêts.

Nous avons établi que la commandite, simple agglomération de capitaux, pouvait bien augmenter les forces, économiser des dépenses ; mais qu'elle ne faisait point cesser l'hostilité des intérêts entre capitalistes et travailleurs ; que, dès lors, elle ne méritait même pas le nom d'association.

Il résulte clairement de nos précédents articles que l'association la plus élémentaire doit au moins admettre les travailleurs à la participation des bénéfices, faire disparaître tous les inconvénients du salariat.

Mais ce ne serait pas encore assez d'associer dans chaque entreprise les capitalistes et les ouvriers. Il faut aller plus loin, si l'on ne veut rendre les bienfaits de l'association illusoire ou impossibles. Il ne suffit pas de remédier aux inconvénients du salariat ; il faut aussi remédier aux inconvénients de la concurrence.

Dans nos sociétés modernes, en effet, le désordre économique et la misère ne proviennent pas seulement du salariat ou de l'insolidarité entre ouvriers et capitalistes, ils proviennent encore, ils proviennent surtout de l'insolidarité entre les différents producteurs, autrement dit de la concurrence acharnée que se font les entreprises rivales.

C'est la concurrence d'atelier à atelier, de manufacture à manufacture, de boutique à boutique, qui jette la perturbation dans l'industrie et dans le commerce, qui pousse forcément à l'exploitation des travailleurs et à l'abaissement progressif des salaires, qui ruine à la fois les ouvriers et les entrepreneurs, qui engendre les falsifications et les fraudes, l'encombrement des marchés et la dépréciation des produits, les faillites et les crises industrielles ; c'est la concurrence qui rend tout équilibre impossible entre l'offre et la demande, c'est-à-dire entre la production et la consommation.

Or, tant que cette concurrence subsistera, tant que chacun se proposera pour but d'écraser

et de sous-vendre ses compétiteurs, de leur enlever leur clientèle ; tant que chaque entrepreneur ou chaque atelier s'efforcera de produire le plus possible au meilleur marché possible, dans l'espoir d'approvisionner à lui tout seul les entrepôts et les magasins, sans s'inquiéter aucunement des besoins et des ressources de la consommation, sans s'inquiéter même si tous ses concurrents, de leur côté, ne font pas le même calcul, ne poursuivent pas exactement le même but ; tant qu'on produira au hasard, à l'aventure, sans attendre la commande, pour des consommateurs inconnus, sans être assuré de trouver des débouchés ; tant que l'industrie, enfin, sera un champ de bataille où il faudra se battre à outrance, écraser à tout prix ses ennemis pour ne pas être écrasé, où le succès favorisera toujours la richesse et la force, souvent même la mauvaise foi et la déloyauté... que pourra-t-on attendre, je le demande, d'une association partielle soit entre ouvriers et capitalistes d'un seul atelier, soit entre quelques pauvres travailleurs isolés ? En quoi cela pourra-t-il mettre fin à la concurrence ruineuse que se font les ateliers différents ?

La logique nous force à reconnaître qu'il faut arriver à établir une solidarité quelconque entre toutes les entreprises rivales, entre tous les producteurs qui se font aujourd'hui la guerre. C'est à la condition de devenir générale et d'embrasser tous les intérêts, que l'association pourra devenir véritablement féconde, pourra profiter à tous les associés, capitalistes et travailleurs, parce qu'alors les bénéfices seront certains, les chances de perte nulles, parce que la production et la consommation seront équilibrées.

Resterait ensuite à faire participer les consommateurs aux bienfaits de cette association, c'est-à-dire à organiser la solidarité des diverses industries. Nous nous en occuperons prochainement et nous montrerons alors la possibilité de réaliser cette association générale, qui ne se présente encore à notre esprit que comme une solution purement théorique de toutes les difficultés que soulèvent la concurrence et le salariat.

Dans l'état actuel de désordre économique, l'association partielle pourrait même être funeste aux ouvriers et aux entrepreneurs tout ensemble :

Aux ouvriers, parce que si l'entreprise ne prospère pas, ils deviennent solidaires des pertes qui étaient autrefois supportées par le capital seul, ils n'ont même plus la sécurité du salaire garanti, ils sont réduits à regretter le régime où le prix du travail du moins était régulièrement payé chaque jour ;

Aux entrepreneurs, parce que, du moment qu'ils doivent abandonner aux ouvriers une partie des bénéfices, ils ne peuvent plus capitaliser tous les profits, se récupérer, dans une année heureuse, des pertes subies dans les années de calamité, parce qu'ils se trouveraient dans des conditions défavorables pour lutter contre leurs concurrents qui auraient continué à employer des salariés travaillant au rabais.

L'expérience prouve que l'association partielle entre ouvriers et capitalistes peut être un excellent moyen d'exploiter le travail.

L'industrie de la pêche à la baleine peut nous servir d'exemple.

Le contrat de pêche réalise à certains égards l'association du capital et du travail. Les conditions paraissent même assez équitables au premier abord, et l'on serait tenté de croire qu'elles doivent être avantageuses à tous les associés. Il n'en est rien cependant. Voici ces conditions, qui ont été empruntées aux contrats de course usités entre corsaires :

L'armateur fournit le capital, fait toutes les avances qui sont portées au passif de la société, l'équipage fournit le travail. Sur le produit brut de la pêche, on commence par prélever toutes les dépenses, frais d'armement, intérêt de tout le capital engagé, prime d'assurance, plus droits de courtages et de commissions au profit de l'armateur, qui, après s'être fait rembourser le capital en principal et intérêts, a soin, en outre, de se faire payer chèrement son travail ou son industrie ; mais on ne prélève rien pour le salaire de l'équipage. Tout le surplus est censé former le produit net et est divisé en deux parts égales : l'une pour le capital ou pour l'armateur ; l'autre pour le travail ou pour l'équipage, officiers et matelots (1).

On voit d'abord que le capital a soin de se réserver un privilège de premier ordre : avant tout, il faut que l'armateur rentre dans ses avances en principal et intérêts ; il faut, en outre, qu'il prélève son droit de courtage et de commission. Dans le salariat, le travail est toujours payé, même aux dépens du capital ; dans le contrat de pêche, au contraire, le capital prime le travail.

La moitié du produit net dévolue au travail, quand il y a produit net, est ensuite partagée entre tout l'équipage, depuis le capitaine jusqu'au mousse, mais dans proportions inégales. La répartition s'opère à peu près ainsi : cette moitié est divisée en fractions, qu'on appelle parts, et il est alloué, par exemple, au mousse une part, au novice deux, à chaque matelot trois, au maître d'équipage quatre, au lieutenant six, au second huit ou dix, au capitaine quinze ou vingt. Les proportions varient selon les coutumes des différents ports, selon les conventions arrêtées d'avance entre les parties.

Ce qui a décidé les armateurs à adopter le principe d'association, c'est que la pêche de la baleine est une industrie à peu près perdue, où les bonnes chances sont excessivement rares. Par le contrat de participation ils limitent leurs pertes, ils sont même à peu près assurés de rentrer dans leurs avances. S'ils étaient tenus, au contraire, de donner aux officiers et aux matelots des appointements fixes, ils s'engageraient dans une mauvaise spéculation. Le plus souvent, en effet, il arrive que les frais d'armement, l'intérêt du capital engagé, les commissions et les courtages absorbent la presque totalité du produit de la pêche, si bien qu'après

(1) Ce genre de contrat est aussi en vigueur dans le cabotage, surtout parmi les marins bretons. Dans les contrats des corsaires, le produit des prises était divisé en trois parts égales, l'une pour l'armateur, l'autre pour l'état-major ou pour le talent, la troisième pour les matelots ou pour le travail proprement dit.

(1) Voir les numéros des 3 et 10 juin.

une campagne de deux ou trois années, après avoir enduré de rudes fatigues et couru de grands dangers, le capitaine lui-même ne reçoit pas toujours de quoi rembourser les avances qui lui ont été faites au départ, de quoi payer ses fournisseurs et les frais de son séjour pendant les quelques mois qu'il passe à terre. Souvent, officiers et matelots ont beaucoup travaillé en pure perte, beaucoup travaillé pour s'endetter, et s'ils continuaient à suivre la même carrière, il y a grandement à parier qu'ils mourraient insolubles.

Ah! certes, officiers et matelots échangeaient volontiers leur droit à un dividende éventuel contre un salaire fixe et garanti. Mais ils ne trouveraient pas d'armateur qui voudrait souscrire à de pareilles conditions et courir une si grosse aventure. En général, on ne s'engage pour la pêche que par désespoir, quand on est sans emploi et sans ressources.

Le contrat d'association était avantageux aux corsaires; les matelots n'auraient pas échangé contre des appointements fixes leur droit à un dividende. C'est que les corsaires faisaient de brillantes opérations; c'est que les navires aux cargaisons opulentes étaient moins rares sur la mer que les baleines; c'est qu'il n'était pas besoin, pour les rencontrer, d'aller courir aux extrémités du monde.

Le sort des pêcheurs serait peut-être réservé à la majorité des ouvriers de l'industrie, si le principe d'association était établi de nos jours, sous ce régime maudit de la libre concurrence. Sans doute les ouvriers des établissements qui prospèrent gagneraient à devenir associés: ils seraient dans la condition des anciens corsaires et flibustiers; mais tous ceux attachés aux entreprises qui perdent et qui se ruinent, et c'est peut-être le plus grand nombre, verraient leur sort empirer et ne tarderaient pas à regretter le salariat.

Il en pourrait être de même des associations d'ouvriers. Les travailleurs associés rencontreraient des concurrents formidables dans les riches manufacturiers, seraient vaincus par la puissance irrésistible des gros capitaux. Ils auraient beau faire des prodiges de travail et de courage, s'imposer des privations: on finirait toujours, à force de sacrifices, en vendant à perte pour les ruiner, on finirait toujours par épuiser leur capital, par les réduire, avec le temps.

En résumé, les associations partielles ou isolées, soit entre ouvriers et capitalistes, soit entre ouvriers seulement ne peuvent offrir des avantages réels que pour les entreprises qui se trouvent dans des conditions exceptionnelles de prospérité, qui n'ont rien à redouter de la concurrence. Ce peut être le cas, par exemple, d'une exploitation agricole, d'une manufacture qui a des commandes, des débouchés certains, des bénéfices assurés, d'un établissement qui peut compter sur sa clientèle.

De tout ce qui précède les économistes malthusiens ne manqueraient pas de conclure que le salariat est une admirable chose et qu'il n'y a rien à faire pour améliorer la condition des travailleurs....

Je conclus, moi, que le salariat et la concurrence sont les deux grands fléaux de l'industrie moderne, qu'il ne sert à rien de supprimer l'un si l'on maintient l'autre, et qu'il faut absolument les extirper tous les deux.

Je conclus que l'association est nécessaire, mais qu'elle doit embrasser, pour être efficace, les intérêts de tous les producteurs des mêmes produits dans un centre donné; je conclus, en outre, que l'association doit réaliser l'équilibre entre la production et la consommation.

L'association deviendra bienfaisante pour tous, elle deviendra féconde quand la concurrence cessera d'exister, quand les différents ateliers, au lieu de se faire la guerre, se partageront le travail et les profits, ce qui leur permettra d'obtenir d'immenses économies de forces, de capital, de dépenses de toute espèce, enfin

quand les entrepreneurs et les ouvriers se déclareront tous solidaires, s'uniront dans leur intérêt commun et dans l'intérêt général, au lieu de s'entre-nuire de toutes leurs forces.

Mais, dira-t-on, l'association de tous les producteurs, ce serait le monopole! Sans doute: aussi une pareille association ne nous satisferait-elle pas encore. Nous voulons associer non seulement tous les producteurs, mais tous les producteurs et tous les consommateurs; nous voulons que tous profitent des bienfaits de l'association.

Nous traiterons ce nouveau point dans un prochain article.

FRANÇOIS VIDAL.

LE PRIX DE FABRIQUE.

Un industriel de Dijon a eu l'idée de mettre sur chacun des produits qu'il a envoyés à l'exposition le nom du contre-maître de l'atelier et de l'ouvrière confectionneuse. Il paraît que ce n'est qu'à grand-peine qu'il a pu les y maintenir, l'administration trouvant ces mentions, sinon dangereuses; au moins inutiles. Quand donc sentira-t-on la nécessité de reconnaître à chacun sa part de mérite? Le chef d'usine n'est, à proprement parler, que le prêteur d'instruments, le contre-maître qui surveille et qui dirige, et l'ouvrier qui exécute ne contribuent-ils pas, pour une part au moins égale, à la création des merveilles de l'industrie?

Le plus curieux de l'affaire, c'est l'indignation des confrères et concurrents, et celle des commissionnaires et marchands en gros, lorsqu'ils ont vu les prix de fabrique étalés en gros caractères. Il nous semble, cependant, que c'était là une chose exigée par défunt M. Buffet, de très peu socialiste mémoire. Nous offrons de parier que sur cent exposants, il n'y en a pas deux qui aient eu la double franchise de l'industriel dont nous parlons.—S'ils pouvaient comprendre, cependant, que la mention au moins des prix de fabrique serait la seule manière pour eux de s'affranchir de la tyrannie des intermédiaires!

REVUE RÉTROSPECTIVE.

DES IDÉES SOCIALISTES DEPUIS SOCRATE JUSQU'À NOS JOURS.

(Suite (1)).

Après juillet 1830, février 1848, mêmes illusions, même duperie.

Il n'est pas prouvé que les avocats et les juifs qui prirent, le 24 février, la direction du mouvement révolutionnaire aient plus trahi leur mandat que les Lafayette et les Lafitte; seulement, il est certain qu'ils le comprirent moins encore; car le mal que ces juifs et ces avocats nous ont fait par leur incapacité est si grand, si irréparable, que cette incapacité atteint presque au niveau de la trahison. Je cherche en vain, dans les folies gouvernementales des parrains du 7 août, quelque chose qui approche des ateliers nationaux de l'avocat Marie, républicain de la veille, ou des 45 centimes de M. Garnier-Pagès, un ancien marchand de je ne sais quoi.

Mêmes résultats et même mystification; parce que cette fois encore, les ouvriers, les vainqueurs, ont commis la sottise de confier les destinées de la République aux hommes du vieux temps; — parce que, au lieu d'appeler les jeunes, les dévoués, les croyants, ils ont appelé les sceptiques, les habiles.

Et voilà pourquoi la reconnaissance des droits les plus imprescriptibles du peuple a été remise en question de nouveau.

(1) Voir les numéros des 3 et 10 juin.

Pauvres ouvriers de Paris, vous n'entendez plus maintenant retentir à vos oreilles cette éternelle conclusion de tous les discours qui se tenaient dans les rues et dans les réunions publiques le lendemain de février, alors qu'il se disait partout que la révolution de février était, avant tout, une révolution sociale faite *par vous* et *pour vous*. Je me rappelle avoir plus d'une fois développé cette thèse au milieu de la voie publique, en présence de quelques milliers d'auditeurs; car, en ce temps-là, l'ordre n'était pas rétabli encore, et M. Garnier-Pagès n'aurait peut-être pas osé dire ce qu'il a dit depuis juin: *que le peuple voulait que la révolution fût dirigée dans son intérêt exclusif.... et que le gouvernement provisoire avait dû lutter contre cette tendance funeste!!*

Que la révolution de février ait été faite par le peuple, c'est probable. Travailleurs de Paris, oui, je crois que c'est bien votre sang et rien que le vôtre qui a rougi le pavé des barricades; c'est bien vous qui avez forcé les Tuileries au 24 février, comme vos pères au 14 juillet 89 avaient forcé la Bastille. C'est bien vous qui avez chassé du palais Bourbon les marchands et les faux docteurs; vous qui avez donné en deux heures à la France plus de liberté que ne lui en eût apporté en cent ans la lente gradation des réformes. C'est vous que les valets de plume du juif traitaient insolemment de *barbares* la veille de la bataille, et qui, par votre courage dans le combat et par votre magnanimité dans la victoire, avez contraint pour un temps vos insulteurs gagés à se taire, à vous faire même amende honorable, et à dire: Ces barbares valaient mieux que nous.

Oui, c'est bien vous qui avez fait la révolution de février, le nom des morts tout seul suffit pour le prouver. Et qui ferait des révolutions, d'ailleurs, sinon le peuple, le peuple qui produit et qui souffre, le peuple des travailleurs, cet infatigable Atlas qui porte sur ses épaules le poids de toutes les iniquités sociales? C'est vous qui avez fait la révolution, comme toujours, mais vous ne l'avez pas faite pour vous.

Et vous n'avez pu profiter de la victoire, parce que vous n'aviez pas même la conscience de vos droits. Aussi, non-seulement la révolution de février a-t-elle laissé debout les institutions du vieux temps, les choses de la veille, mais a-t-elle conservé dans leurs fonctions les hommes en qui se personnifiait la vieille société.

Ainsi, le 24 février, la monarchie constitutionnelle de France, ce régime de fiction, de fourberie et de mensonge, que Talleyrand nous avait apporté d'outre-Manche, s'abîmait sous la révolution du mépris. Le peuple parisien chassait de ses palais et de sa ville leurs royales majestés, sans même se soucier de leur faire les honneurs de l'expulsion officielle. Le peuple de Paris poursuivait de ses huées vengeresses le ministre anglican Guizot, l'ami de Metternich, le souteneur de Pritchard et du Sonderbund, le serviteur des serviteurs du juif. Le bourgeois, atterré, laissait faire et laissait passer vers l'exil sa bien-aimée dynastie citoyenne. Et parmi cette tourbe de repus, d'agioteurs, de banquiers, de fonctionnaires publics engraisés de dix-huit années de concussions, de rapines, de primes frauduleuses, pas un n'osait se risquer à servir d'escorte au vieux roi qui leur avait servi si longtemps de bouclier et de paratonnerre. M. Thiers s'éclipsait prudemment sous le soufflé de la rafale. M. Bugeaud ne s'arrêtait dans sa course légère que pour offrir à la République le secours de son épée fidèle.

Mais, moins de cent jours après, des bourgeois de Paris, de complicité avec des marchands de Bordeaux et de Rouen, deux cités qui se souviennent trop d'avoir été anglaises, renvoyaient en grande pompe à l'Assemblée nationale M. Thiers, l'ex-président du conseil du 1^{er} mars, le rival heureux de M. Guizot, son second dans toutes les bassesses du système de l'aplatissement continu; M. Thiers, l'âme damnée de la politique anglaise; celui qui, pour

flatter les lords d'Albion ses maîtres, conseilla un jour à la France de renoncer à ses folles prétentions de puissance maritime; M. Thiers, le promoteur fougueux de la coalition, des Bastilles et des lois liberticides de septembre, contre lesquelles la révolution s'était faite; M. Thiers, un historien de la famille du tournesol, toujours agenouillé devant le succès et la force; l'homme qui avait trafiqué de l'honneur de la duchesse de Berry avec un juif; un renégat de toutes les causes, chargé de la malédiction suprême de la reine Amélie; un ex-mangeur de jésuites à qui il ne manque plus que de se faire capucin sur la fin de ses jours, pour clôturer d'une manière éclatante le cercle de ses palinodies.

Et la noble corporation des agioteurs, se souvenant que les plus magnifiques coups de bourse du règne précédent s'étaient faits sous les divers ministères du petit homme, célébraient sa bienvenue, présage d'un avenir doré, par des cris d'allégresse.

Et l'élu des cinq villes, vivante injure de la réaction victorieuse à la Révolution, se pavait impudemment dans son triomphe, s'installait à l'Assemblée nationale comme en pays conquis, pérorant, s'agitant, intriguant comme jadis au sein de ses fidèles, et demandant bruyamment le champ-clos contre tout ami du peuple et de la Révolution; comme si, trois mois auparavant, ce peuple victorieux n'eût pas chassé des Tuileries Louis-Philippe et du même coup cassé son dernier ministère, et condamné à la retraite les Thiers, les Odilon Barrot, et les Duvergier de Hauranne!

Honte et démence du temps, symptôme désespérant de l'anarchie des idées et des progrès de la démoralisation publique:

L'astre de M. Thiers, le signataire de la note honteuse du 8 octobre, s'élève sur l'horizon parlementaire au moment même où l'étoile éclipse de Lamartine, l'auteur du glorieux manifeste de la République française, en descend.

M. Thiers insulte par ses paroles et par ses écrits à l'idée révolutionnaire, en attendant que l'heure soit venue d'attaquer la Révolution de haute lutte, de prendre parti contre la République avec l'absolutisme européen rassuré.

Aux serfs de l'industrie agricole attachés à la glèbe; aux serfs de l'industrie manufacturière attachés à l'enclume, à la roue, au service de la machine; aux vainqueurs de Février qui réclament pour tout prix de leur victoire le droit de vivre à la sueur de leur front, M. Thiers fait réponse qu'ils sont trop exigeants. M. Thiers fait rayer de la Constitution le droit au travail qu'y avaient subrepticement introduit les socialistes. A ce droit au travail, qui relevait le travailleur de sa longue déchéance, M. le receveur-général du Nord substitue le droit à l'assistance, le droit ignominieux à l'aumône que la Révolution a voulu effacer des institutions du nouveau régime. M. le receveur-général du Nord, qui prélève ou prélevait cent cinquante mille francs par an sur le travail des habitants de la Flandre, prouve que le prolétaire n'est pas raisonnable de vouloir vivre de son propre travail!

M. Thiers a été jusqu'ici le mauvais génie de tous les pouvoirs qu'il a adorés. Le socialisme n'a jamais inspiré de dévouements qui l'aient servi autant que la haine de cet homme.

Entre temps, le métier a cessé de battre à Lyon, à Saint-Etienne, à Mulhouse, Rouen, Elbeuf, etc.; la vie s'est arrêtée au cœur de toutes nos cités manufacturières; la place publique s'emplit du vide de l'atelier; la faim crie aux entrailles de tous les travailleurs; notre industrie nationale agonise; les spéculateurs de Londres, de Suisse et d'Allemagne abusent de sa détresse pour acquérir à vil prix ses chefs-d'œuvre et lui créer dans l'avenir d'insoutenables concurrences.

La peur a cadenassé tous les coffres. Le noble supprime ses écuries, sa valetaille, ses dépenses de luxe. Le banquier, l'usurier, le juif, tous les trafiquants d'espèces, à qui la stupidité de nos lois commerciales a conféré le monopole de la

distribution du crédit et qui savent parfaitement que la première réforme sociale un peu sérieuse les tuera raides, le juif et le banquier profitent de leur toute-puissance pour suspendre et arrêter court la circulation monétaire. Et aussitôt la banqueroute, ce hideux fléau qui traîne après lui toutes les misères, la honte, la dégradation, le suicide, la ruine universelle, la banqueroute étend son noir réseau sur la face du pays, suscitant de partout contre l'ordre nouveau les malédictions et les haines. Ces marchands d'écus se vantent tout haut qu'ils étoufferont la République dans leurs tiroirs et qu'ils l'étrangleront avec le cordon de leurs bourses. Vanterie imprudente, car ces marchands d'écus indiquent par cette conduite aux faiseurs de programmes révolutionnaires où se cachent les vrais ennemis du peuple et comment ils se nomment. Et ce peuple savait déjà par quelques fragments de son histoire que la plupart des fortunes de ces hauts barons de la finance, si hostiles à la République, dataient de Waterloo; de cette époque de nos revers où les usuriers de toutes les nations de la Bible s'abattirent sur le cadavre de la France comme une bande de loups dévorants.

La misère générale, la suspension de tous les travaux, la dépréciation de tous les produits du sol et des manufactures, les collisions sanglantes engendrées par le désespoir au sein des cités industrielles, l'irritation excusable soulevée par la fatale mesure de l'impôt des quarante-cinq centimes, tels sont, en attendant mieux, les premiers bienfaits de la République administrée par les hommes du passé, par les républicains formalistes de la veille, qui ont eu grand soin de tenir en exil au Luxembourg les membres les plus *inexpérimentés* du gouvernement provisoire, c'est-à-dire les seuls représentants de la révolution sociale. Voici venir à la suite les jours de carnage et de deuil.

Le peuple avait déclaré, dans le premier enthousiasme de sa victoire, qu'il avait bien encore trois mois de misère à mettre au service de la République. De pauvres travailleurs, vivant au jour le jour, avaient juré d'attendre pendant trois mois les réformes promises. C'était un acte de foi sublime et tel qu'aucune religion révélée n'en inspira jamais. Le peuple avait droit d'espérer, en effet, que pendant l'intervalle, le gouvernement révolutionnaire s'inspirant des circonstances, parviendrait à trouver une solution à ce terrible problème de la faim, de la misère et du chômage, et qu'il réussirait à fonder quelque part d'immenses ateliers nationaux destinés à servir de refuge universel aux travailleurs inoccupés.

Mais le malheur voulut que cette tâche importante de la création de l'atelier national échût à un avocat d'un autre âge, éloquent, comme ils le sont tous, mais comme ils le sont tous ou presque tous, hélas! complètement étranger à la question sociale qu'il était chargé de résoudre.

Et l'infortuné légiste, s'égarant de prime abord sur le terrain des améliorations sociales où il n'avait jamais mis le pied, s'avisait de confondre la distribution de l'aumône avec l'organisation du travail. Et il advint de sa sottise, que le terme fatal assigné par la misère au gouvernement arriva avant que la solution du problème fût trouvée, si bien que les plus nécessaires et les plus humiliés de l'aumône, reconnaissant l'impossibilité de *vivre en travaillant*, demandèrent de *rage à mourir en combattant*.

Un fait complètement identique avait eu lieu dix-sept ans auparavant dans la seconde ville de France. Une fois aussi, les ouvriers lyonnais, exaspérés par la misère, avaient demandé à vivre en travaillant ou à mourir en combattant, et le gouvernement d'alors n'avait fait droit qu'à la seconde partie de leur réclamation. Les travailleurs de Paris ne furent pas plus heureux en 1848 que leurs frères de l'atelier de Lyon en 1831, triste preuve que le terrible

enseignement de la première insurrection lyonnaise n'a profité à personne. Cependant, les légistes ignorants et les caporaux d'Afrique ont beau dire, le canon ne peut pas servir contre la faim d'argument éternel; mitrailler n'est pas répondre.

A. TOUSSENEL.

APPLICATION DE L'ARTICLE 13 DE LA CONSTITUTION.

« La Constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie.
» La société favorise et encourage le développement du travail par l'enseignement primaire gratuit, l'éducation professionnelle, l'égalité de rapports entre le patron et l'ouvrier, les institutions de prévoyance et de crédit, les institutions agricoles, les associations volontaires et l'établissement par l'Etat, les départements et les communes, de travaux publics propres à employer les bras inoccupés; elle fournit l'assistance aux enfants abandonnés, aux infirmes et aux vieillards sans ressources et que leurs familles ne peuvent secourir. »

Il est sérieusement question de préparer les lois nécessaires à l'application de cet article, qui contient en germe les principales réformes réclamées par les socialistes, et une commission de quinze membres a dû être nommée à cet effet.

Une autre commission de trente membres a dû être également nommée pour étudier et pour présenter des projets de loi sur l'organisation du crédit foncier et sur la réforme hypothécaire.

Nous ferons en sorte de tenir nos lecteurs au courant des travaux de ces commissions.

CONGRÈS AGRICOLE.

Nous empruntons au journal le *Credit* le compte-rendu des travaux du congrès agricole:

Le congrès central de l'agriculture s'est réuni cette année dans la salle où la Chambre des pairs tenait naguère ses séances. Cette assemblée des délégués des sociétés d'agriculture et des comités agricoles, a lieu annuellement, mais elle emprunte des circonstances au milieu desquelles elle se tient, une importance nouvelle, nous dirions presque un caractère d'urgence qui lui a donné une valeur qu'elle n'a point encore eue. On a dit et répété un million de fois, sous un million de formes diverses, que les questions agricoles sont, pour la société, les questions vitales; on commence à sentir la vérité de cet axiome. On comprend que tous les graves problèmes de cette industrie agricole, à laquelle se rattachent les questions fondamentales d'organisation du crédit, de mouvements de population, d'éducation professionnelle, exigent une prompt solution; qu'il ne s'agit plus de vaines discussions plus ou moins scientifiques, mais d'action rapide et décidée.

De ces discussions sincères, faites devant des hommes compétents, sortira nécessairement un faisceau d'idées pratiques, une somme de vœux auxquels le pouvoir sera tenu de faire droit, s'il veut conserver, au sein de la société cet ordre dont la nécessité est dans tous les intérêts, comme le mot en est dans toutes les bouches. Satisfaire à temps des besoins exprimés à temps, n'est-ce pas le moyen le plus sûr et le plus efficace pour prévenir le désordre et conjurer les révolutions?

Si, comme nous en exprimions hier l'espoir, l'industrie manufacturière fait aussi son congrès, si elle sait profiter du moment solennel de l'Exposition pour réunir en un faisceau commun ses idées, ses tendances, ses besoins, dégagés de tout l'égoïsme des intérêts privés et de toutes les utopies des systèmes, on pourra voir enfin la route positive du progrès nettement tracée; le pouvoir, éclairé par les hommes les plus compétents et les plus intéressés à la fois, ne pourra arguer ni de son ignorance ni des dangers des innovations; il connaîtra la voie dans laquelle il doit s'engager pour donner au travail et au crédit cet élan qu'ils attendent encore.

Un congrès industriel, à côté du congrès agricole, nous paraît, nous le répétons encore, le mo-

yen le plus propre à faire mesurer, par ceux qui connaissent le mieux la matière, l'étendue des besoins et la portée des remèdes. Le nouveau ministre qui vient d'être appelé à diriger le Commerce et l'Agriculture ne saurait mieux donner la mesure de sa raison pratique, de son désir de paix, d'un, d'amélioration du sort des travailleurs, qu'en prenant l'initiative de la réunion que nous proposons. Il inaugurerait sous d'heureux auspices son entrée aux affaires, et ce lui serait un titre d'avoir convoqué réellement les Etats-Généraux de l'industrie dans cette salle où s'agitaient, il y a quinze mois, sous des formes différentes, les mêmes tendances.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant des questions qui seront soulevées dans le Congrès central de l'agriculture, nous leur présenterons les arguments divers que la discussion mettra au jour, et les solutions que l'assemblée aura adoptées. La première séance a été consacrée à former le bureau. M. Dupin aîné a été nommé président par 70 voix sur 82 votants. Les vice-présidents sont MM. Darblay, Vogué, Gautier de Rumilly et de Tracy. La deuxième séance du congrès est fixée à demain; mais une séance supplémentaire serait ajoutée si elle était nécessaire pour terminer l'examen d'une question.

Deux questions capitales viennent d'être soumises au congrès central de l'agriculture : la question des sucres et celle des forêts.

Pour la première question, la discussion s'est établie sur les conclusions d'un rapport de l'année dernière, élaboré par une commission spéciale, et dont M. Pommier était le rapporteur. Les considérations que peuvent faire valoir les colonies, les ports maritimes, l'industrie indigène, celles qu'en peut tirer les besoins de notre armée navale, des éventualités de la guerre, ont été examinées et appréciées; mais toutes ont été dominées par le point de vue particulier du Congrès, et ont pris, à ce point de vue, la valeur relative qui leur appartient dans la grande question de l'industrie sucrière.

Deux opinions représentent et résument toutes celles qui ont été émises jusqu'ici dans les assemblées publiques et dans les livres sur ce sujet important : l'un veut le maintien des deux sucres, indigène et colonial; l'autre veut détruire une des deux industries. Disons-le de suite, l'agriculture, par la voix de son Congrès central, veut que les deux sucres vivent. Aucun orateur n'est venu soutenir la nécessité de sacrifier un sucre à l'autre, ou du moins, si cette conséquence était implicitement renfermée dans quelque proposition, elle ne s'est point formulée et a été repoussée d'avance. A quelles conditions la canne et la betterave peuvent-elles vivre simultanément? Là est vraiment toute la question pour le Congrès.

La commission, dont le rapport servait de base aux débats, proposait les conditions suivantes :

- Egalité des deux sucres devant la loi;
- Diminution de la moitié des droits;
- Simplification du mode de perception de ces droits.

L'égalité; c'est le maintien des lois actuelles, qui ont établi entre les impôts payés par les différents sucres, une proportion telle, qu'ils peuvent arriver aux mêmes conditions sur les marchés de la métropole. En réalité, l'impôt est le même pour le sucre de betterave et pour le sucre de canne; la différence résulte de ce qu'une partie de l'impôt payé par le sucre de betterave représente les charges que le fret impose au sucre de canne. Cette égalité entre la mère-patrie et ses colonies, adoptée en principe par la grande majorité du Congrès, est-elle apparente ou réelle? Permet-elle le libre développement des deux industries à des conditions semblables? Ne favorise-t-elle pas l'une aux dépens de l'autre, la fabrication du sucre de betterave aux dépens de la fabrication du sucre de canne?

L'état actuel de nos colonies, par suite de l'émancipation des noirs, a fourni à plusieurs membres du Congrès, entre autres à M. de Maufras, des arguments qui semblent nier la possibilité de cette égalité complète entre les deux races. Les nègres ne travaillent plus; la main-d'œuvre doit renchérir; l'égalité nuirait le sucre de canne qui est la seule industrie des colonies. Personne ne saurait contester la situation déplorable dans laquelle se trouvent aujourd'hui les colonies, par suite de l'émancipation, et l'état de crise qui en est la conséquence. Il n'est que trop vrai que nos colonies, et, partant, notre marine ont perdu considérablement de leur importance. Mais est-il raisonnable de supposer que le sucre suffise à rendre la vie à la marine et aux colonies? Placer là le remède, n'est-ce pas méconnaître le mal? et peut-on, d'ailleurs, ar-

guer d'un état de crise, pour faire supporter à l'agriculture entière des charges pesantes, au consommateur des privations cruelles? Comme l'a fort bien fait remarquer M. Robert, les colonies n'ont rien fait pour elles-mêmes avant l'émancipation; elles se sont endormies dans leur sécurité sous la menace de cette émancipation prochaine; elles n'ont point même songé à extraire de leurs cannes tout le sucre qu'elles contiennent; à perfectionner leurs procédés industriels. Sont-elles bienvenues à réclamer après l'émancipation?

De la situation fâcheuse où l'émancipation des noirs a placé les colonies sortira, sans aucun doute, un grand bien pour les colonies elles-mêmes. Forcées de payer la main-d'œuvre plus cher, elles la paieront cependant toujours moins cher qu'en France, et si elles veulent, en outre, adopter des moyens simplifiés de fabrication, elles pourront diminuer considérablement la nécessité de la main-d'œuvre pour obtenir des résultats meilleurs.

Les colonies emploient peu de machines aujourd'hui : l'introduction des machines compensera la diminution des esclaves travailleurs. La canne, d'ailleurs, contient deux fois plus de sucre que la betterave; quoique fasse l'agriculture en France, elle ne peut refuser à la betterave un sol riche, beaucoup d'engrais, et ce n'est que dans les départements les plus avancés sous le rapport agricole, principalement dans le département du Nord, cette grande ferme-modèle de la France, que la culture de la betterave peut être lucrative.

Pour que l'industrie sucrière puisse être utilement liée à l'exploitation rurale, il faut aussi que la fabrique soit placée au milieu de la culture même; sans cela, il arrive, comme nous l'avons vu pour le midi, que le propriétaire, forcé de porter ses betteraves de son champ à sa fabrique située à deux ou trois lieues, transporte avec perte la quantité considérable que renferme les racines, avec les matières inutiles à la fabrication du sucre, c'est à dire environ 80 pour 100.

Ainsi, l'égalité admise en principe par le congrès, tourne en définitive au profit du sucre colonial; le sucre indigène accepte la lutte sur ce terrain; il n'admet pas qu'on veuille le condamner à mort, fût-ce avec indemnité préalable.

Toutefois, ces conséquences ne restent vraies qu'autant que les conditions actuelles de grande fabrication ne changent pas. Mais si la chimie découvrirait enfin ces procédés à côté desquels elle a passé sans doute bien des fois déjà; s'il arrivait un jour qu'on vint dire au petit cultivateur : — Ne portez plus vos betteraves là-bas, à Valenciennes ou à Lille; prenez la chaudière que vous avez dans votre maison; mettez-vous à l'œuvre; faites votre sucre; faites-en pour votre consommation de demain et gardez le reste du jus un mois, deux mois, six mois, un an, sans craindre qu'il se gâte. Si une pareille révolution s'opérait, que deviendraient les pétitions de l'agriculture et toutes les questions d'impôt? Comment se réglerait l'équilibre entre la métropole et ses colonies? Qui l'emporterait de la canne ou de la betterave? Nous savons que cette révolution n'est pas aussi loin de se produire qu'on le croit; ce n'est pas dans notre imagination que nous prenons cette hypothèse : la science cherche et peut-être a-t-elle trouvé.

Quoi qu'il en soit, le vote du congrès constate que l'agriculture en s'appuyant sur le grand principe de l'égalité, veut sauver son rival et sauvegarder en même temps les intérêts des colonies, des ports et de la marine.

Le second point sur lequel la commission appelait le congrès à voter était la diminution de moitié des droits qui pèsent actuellement sur les sucres. M. Payen n'a pas eu de peine à démontrer qu'un impôt qui, comme l'impôt actuel, est égal au prix de revient à Paris, est un impôt injuste, qui blesse à la fois la production et la consommation. Réduire l'impôt à la moitié de ce qu'il est, c'est à dire à la moitié des prix de revient de la marchandise, ce n'est certes pas exagérer ses prétentions, et le congrès a pensé comme l'habile chimiste.

— Prenant en considération les besoins du Trésor, M. Louis Leclerc proposait de diminuer l'impôt d'un cinquième en 1850 et d'un cinquième en 1851. Mais l'Assemblée a sagement fait de s'en tenir à la proposition de sa commission, précisément dans l'intérêt des finances. Comme nous le démontrions nous-mêmes, il y a deux jours, par de nombreux exemples, tout abaissement de droits sur les denrées dont la consommation peut se développer indéfiniment, a pour effet nécessaire d'accroître cette consommation dans une proportion utile au Trésor. C'est là une vérité d'histoire

financière, dont l'abaissement du droit sur les sucres donnera une démonstration nouvelle, si le gouvernement entend les vœux exprimés par le congrès. Réduction des droits, sur les denrées dont il s'agit; accroissement dans la consommation, augmentation dans la production, bénéfice dans le Trésor, sont les termes logiques d'une même proposition.

La signification du mode de perception de l'impôt dans le but de garantir les droits du fisc et la liberté de l'industrie, fait aussi l'objet d'un vœu exprimé par le congrès sans qu'il ait soulevé de discussion. Il a été néanmoins bien entendu, que ce vœu ne porte pas du tout sur la suppression de l'exercice; que l'Assemblée n'entend en aucune façon transformer le mode actuel de l'impôt, et le faire passer des contributions indirectes dans les contributions directes.

Un amendement a été proposé par M. Payen, il consiste à réduire à un seul titre tous les sucres, déjà ramenés à trois titres, après avoir été admis au nombre de cinq. L'auteur de l'amendement voit, dans cette réduction des titres, une condition favorable à la vulgarisation de la meilleure qualité, à l'obtention d'une quantité plus grande, à la diminution des entraves qui surgissent souvent entre la douane et le fabricant, et qui tournent à la perte de celui-ci, aussi bien qu'au détriment du consommateur. L'Assemblée a pensé comme M. Payen.

Le congrès devait examiner la question des forêts, question si importante pour l'agriculture, si peu étudiée cependant, et dont l'administration semble ne point se préoccuper. La commission avait résumé son travail dans quelques propositions qui avaient pour but de régler le droit de défrichement, d'appliquer une pénalité sévère et spéciale aux délits forestiers, et de faire passer l'administration des forêts dans les attributions du ministère de l'agriculture et du commerce.

Le premier point seulement, celui de défrichement, a été abordé; il se formulait en deux articles : interdire le défrichement des bois en pentes, admettre le défrichement des bois en plaines, comme étant de droit commun; et en soumettre l'autorisation au conseil général. Le congrès a seulement adopté le premier article. Dans sa séance d'aujourd'hui, la discussion entamée sur le second, a été renvoyée à demain.

Ce premier article porte, comme nous venons de le dire, interdiction du défrichement de bois en pente; il se complète en indiquant la composition d'un conseil qui devra déterminer la pente, et qui, nommé par le préfet, comprendrait des agriculteurs membres d'une chambre consultative, des comices agricoles, des conseillers généraux, d'inspecteurs de l'Etat, et d'employés des forêts.

Comme on le voit, la commission du Congrès a admis, comme point de départ, la distinction des bois de montagnes et des bois de plaines. Cette distinction, regardée jusqu'ici comme parfaitement légitime en général, se fonde sur ce que les premiers sont considérés comme agents de conservation et de salubrité publique, comme exerçant une heureuse influence sur les phénomènes météorologiques et sur la formation des sources, comme opposant un obstacle aux vents dangereux, comme prévenant les éboulements et la dégradation sur les pentes, qualités que beaucoup de personnes refusent aux bois de plaines. Au nom de l'intérêt public, la loi doit donc, dans cette hypothèse, interdire le défrichement des bois de montagne; elle ne saurait opposer le même intérêt au propriétaire qui veut défricher les bois de plaine, et toutes les restrictions doivent tomber devant le droit sacré de propriété. Ces idées ainsi conçues et présentées ont trouvé des avocats dans le sein du Congrès, mais nous avons été heureux d'entendre des hommes compétents, des grands propriétaires de bois s'élever contre cette prétendue distinction et contre cette prétendue omnipotence de la plaine.

M. le général de Girardin a posé la question des bois de plaines sur son véritable terrain, quand il a montré que ces bois sont précisément les meilleurs, et qu'en autoriser le défrichement absolu, c'est volontairement priver la France des bois dont elle a le plus besoin. Nous ajouterons que c'est déshériter l'avenir au profit d'intérêts actuels égoïstes et aveugles. Le débit de ces bois excellents de la plaine donne, en général, à l'acheteur un bénéfice qui suffit à lui seul pour lui rembourser et le prix d'achat et les frais d'exploitation forestière; le fonds lui reste pour rien. Comme ces sortes d'affaires se font par des capitalistes qui ne sortent nullement de l'agriculture, ce fonds d'excellente terre est revendu, mis immédiatement en rapport, épuisé ra-

pidement, et le pays perd à la fois ses ressources en forêts et en champs, en même temps qu'il y perd, quoi qu'on dise, une partie de sa salubrité.

L'intérêt de la France agricole, ses besoins de consommation, ceux du chauffage usuel, des usines, des industries dont le bois est la matière première, ceux des chemins de fer, des constructions civiles, des constructions navales, commandent, non-seulement d'interdire le défrichement, mais bien plutôt encore d'encourager le reboisement et de le prescrire. Nous sommes, il faut l'avouer, surpris de ne rien voir dans les projets du Congrès central, qui se rattache à cette question féconde du reboisement. Et cependant 500.000 hectares de bois ont disparu du sol de la France de 1791 à 1803; 175.000 hectares ont été défrichés avec autorisation, de 1803 à 1827, et 150.000 hectares de 1827 à 1844. Par les raisons que nous avons succinctement présentées tout à l'heure, le défrichement des plaines est tellement productif qu'on se hâte de l'exploiter. L'Etat ne possède plus aujourd'hui que 1.100.000 hectares de bois, en comprenant dans cette somme les bois de l'ancienne liste civile. L'agriculture ne gagne rien à conquérir des fonds qui sont bientôt épuisés par un cultivateur intelligent ou avide; la condition de ses progrès n'est point dans le défrichement.

Nous espérons que le Congrès n'admettra pas la liberté absolue du défrichement des bois en plaine; qu'il se rangera à l'opinion du général de Girardin, ou tout au moins à celle de M. Chevandier, qui entoure la permission de défrichement des formalités qui protégeront les bois contre la surprise si facile des autorisations.

Déjà M. Chevandier avait ouvert, sur l'article premier, un avis fort sage, qui a déterminé d'une manière définitive et fixe la pente sur laquelle le défrichement serait absolument interdit. M. Sauzeau adoptait cette opinion; qui avait, à ses yeux, le grand avantage de soustraire les forêts aux caprices de l'administration. Quant à la détermination même de cette pente, M. Chevandier, en homme pratique et en savant, voulait que l'on consultât les ingénieurs, les membres compétents de l'Académie, les sylviculteurs habiles, comprenant bien que vit là une de ces questions qui exigent une connaissance approfondie de la matière. Nous avions été fort surpris, en effet, d'entendre M. Malabert qui, il faut le dire, avait prévenu l'assemblée de son incompétence sur ce sujet, proposer la pente de 45 degrés comme devant être la limite des défrichements. Or, de tous les détails réunis par M. Elie de Beaumont, il résulte que le terrain cultivé le plus incliné que ce savant ait vu faisait un angle de 33 degrés avec l'horizon: une pente de 13 degrés est à peu près la limite de l'inclinaison que les voitures ne montent qu'avec la plus grande peine, le travail à la charrue en montant et en descendant s'arrête sur une pente plus rapide que 5 à 6 degrés; au-delà, on ne laboure plus, mais on cultive à la pioche.

Le congrès se rattachera, c'est là notre espoir, à l'avis des hommes compétents, et ses vœux feront comprendre au gouvernement la nécessité d'arrêter le défrichement des plaines, et de songer au reboisement.

Nous n'avions pas trop présumé des lumières, de l'esprit de justice et d'impartialité du Congrès, il a su se placer au point de vue élevé des intérêts généraux du pays, et n'a point voulu accorder aujourd'hui aux bois en plaines, une liberté absolue de défrichement qu'il avait refusée hier aux bois en pente.

Par l'article 2 qu'elle proposait à l'Assemblée, la commission des forêts sortait de la législation actuelle, reconnaissait en principe, aux propriétaires de bois en plaine, le droit absolu de défricher, et remettait au conseil général du département le soin d'accueillir ou de rejeter la demande du propriétaire. Cette dernière partie de l'article 2 est, jusqu'à un certain, contradictoire avec la première, puisqu'elle apporte une restriction à un droit que celle-ci reconnaît comme absolu. De plus, l'article 2 tout entier est inutile après l'adoption de l'article premier, celui-ci ne portant interdiction de défrichement que pour les bois en pente, sous-entendant la liberté de défricher pour les bois en plaine, et instituant une commission qui doit déterminer la pente, c'est-à-dire qui doit décider s'il s'agit d'une pente ou d'une plaine.

Cette contradiction, cette inutilité, ont été senties par M. Pommier, qui demandait, en conséquence, qu'on effaçât l'article 2 du projet de la commission. Mais tout en défendant la logique, M. Pommier servait son opinion personnelle, c'est-à-dire qu'il restreignait l'interdiction du défriche-

ment aux bois en pente, comme l'avait décidé l'article premier, et réservait la liberté absolue de défrichement de bois en plaines, liberté dont il s'est déclaré partisan.

Heureusement, l'Assemblée a su rester logique comme le voulait le bon sens avec M. Pommier, en même temps qu'elle s'est montrée, malgré M. Pommier, opposée à la liberté absolue du propriétaire dans l'intérêt général. A M. Chevandier principalement revient l'honneur d'avoir conduit le Congrès dans cette voie.

M. Chevandier a rappelé les raisons qu'il avait déjà fait valoir dans la précédente séance; il a présenté quelques-uns des chiffres que nous donnions nous-même hier, et a principalement insisté sur les besoins de nos chemins de fer, auxquels le pays sera bientôt, si l'on n'y prend garde, dans l'impossibilité de fournir des bois de construction. Or, les bois des plaines étant précisément ceux qui donnent les plus belles charpentes, les plus belles traverses, les plus précieux bois de marine, c'est vouloir détruire plusieurs industries fécondes que de les priver des matériaux nécessaires à leur développement.

M. de Vogué n'a pas nié ces dangers imminents, mais il s'en rapporte au génie de l'industrie pour les conjurer, les réparer ou les amoindrir, et pense que si le bois manque pour les objets auxquels on l'emploie aujourd'hui, demain on trouvera le moyen de s'en passer. Cette confiance dans l'avenir, qui touche un peu à l'imprévoyance, n'a pas été partagée par la majorité du Congrès. Nous avons été surtout étonnés d'entendre un homme aussi pratique que M. de Vogué, prétendre que les forêts n'ont pas sur les eaux l'influence qu'on leur attribue, et qu'elles ne modifient en rien la quantité d'eau que le ciel verse sur nos champs. Il est bien évident que la seule existence des forêts sur un point du territoire n'appelle pas les eaux du ciel; l'influence des forêts sur les eaux consiste bien moins à augmenter la quantité des eaux qu'à régulariser leur distribution.

Le ciel envoie ses eaux à la terre avec une sorte de laisser-aller et d'insouciance qui devient quelquefois fatale aux campagnes; les forêts sont chargées de les répartir avec sagesse, en quantités constantes à un moment que le cultivateur peut prévoir et de façon à lui en permettre la répartition suivant ses besoins et à son gré.

Pour combattre l'interdiction de défrichement qu'il regarde comme une attaque contre la propriété, M. Pommier a interrogé l'esprit de la loi actuelle qui, bien qu'elle défende de défricher, a posé néanmoins un terme à cette restriction, terme qui expire le 31 juillet prochain. Dans les délais successivement prolongés par le législateur, M. Pommier voit le désir de respecter le droit de propriété, et l'intention de rendre le plus tôt possible au propriétaire la libre disposition de sa chose. Nous y voyons aussi ce désir et cette intention; mais nous voyons aussi la volonté formelle d'arrêter le défrichement aussi longtemps que les besoins du pays exigent cette mesure. Toute la question est précisément de savoir si les circonstances actuelles sont telles qu'on puisse rendre au propriétaire ce droit d'user et d'abuser de son bien. MM. Thomas, Joseau, de Girardin, Chevandier et, avec eux, la grande majorité de l'Assemblée n'a pas jugé que le moment fût propice: l'intérêt général a dominé toute autre considération; la liberté absolue de défricher n'a point été adoptée.

Quant à la juridiction devant laquelle devront être portées les demandes de défrichement, le Congrès n'a pas accepté celle du conseil général que lui proposait la commission. Il s'est rallié à la proposition de M. Chevandier qui remet au Conseil d'Etat le soin de statuer sur ces demandes après un enquête de *commodo* et *incommodo* faite dans les communes, après avoir pris l'avis des conseils cantonnaux et généraux. L'auteur de cette proposition pense prévenir ainsi tous les abus, anéantir toutes les rivalités et toutes les influences. Si le Conseil d'Etat tardait plus de six mois à rendre sa décision, le défrichement serait de droit.

Après avoir apporté au droit de propriété les restrictions que réclame l'intérêt public, M. Chevandier a pensé qu'il fallait accorder au propriétaire qui élèverait une maison d'habitation le droit de défricher 4 hectares autour de sa maison, à la condition que la totalité des hectares défrichés ne dépasse le vingtième de la propriété boisée. Cette proposition a surtout pour but de ménager au garde qui est éloigné de tout centre d'habitation le moyen de vivre du produit de sa culture; elle a aussi pour résultat de permettre aux héri-

tiers d'une grande propriété d'élever leur demeure au milieu de leur part d'héritage et de faire jouir ainsi le pays où leurs biens sont situés des avantages de leur séjour.

Cette proposition a été acceptée avec une addition de M. Perrot qui, craignant de voir le propriétaire entourer d'un fossé la portion de bois qui lui appartient et la défricher alors sous le prétexte qu'il en a fait un parc, ne veut pas qu'on puisse se prévaloir de la construction d'une maison et du défrichement des 4 hectares, pour obtenir, par voie détournée, le défrichement d'un bois considéré comme parc.

Un amendement proposé par M. Reverchon, et modifié par la discussion, a un moment appelé l'attention du Congrès sur le reboisement; mais ce n'a été qu'un éclair. Ce congrès a cependant admis que tout propriétaire aura le droit de défricher en plaine une étendue de bois égale à celle qu'il aurait replantée cinq ans auparavant, soit dans le même département, soit dans un département voisin. La question du reboisement demandait qu'on fît plus.

Une longue discussion s'est ensuite établie sur l'article 3, dans lequel la commission demande que la répression des délits commis dans les bois des particuliers soient reconnus délits publics, et, comme tels, soumis à la poursuite du ministère public sur la rédaction des procès-verbaux. Toutes les considérations qu'on peut faire valoir en faveur de l'égalité entre les délits ruraux et les délits commis dans les villes, ont été présentées avec précision et logique par M. d'Esterno, qui a fait voir aussi comment les campagnes contribuent à payer les frais de la police des villes, tandis qu'elles paient seules une police qui ne les protège pas. La loi, par les obligations qu'elle impose au propriétaire, le met dans l'impossibilité de poursuivre, et l'expose à tout l'odieux du rôle de persécuteur.

M. de Lalande du Thil, au nom d'une morale et d'une philanthropie bien entendues, demande qu'on réprime sévèrement le maraudage, ou plutôt qu'on le prévienne en menaçant de peines correctionnelles ceux qui seraient tentés de s'y livrer; l'honorable membre affirme que la statistique démontre que les maraudeurs sont la pépinière des grands criminels. Le Congrès accepte l'art. 3 de la commission, après avoir perdu beaucoup de temps à discuter sur les degrés de juridiction, et malgré l'opposition de M. Perrot, qui voudrait qu'on fît descendre la répression. M. de Guiche avait proposé auparavant de transformer tous les délits en contraventions, c'est-à-dire, de rendre tous les délinquants justiciables des tribunaux de paix; il avait appuyé son opinion de raisons fort plausibles, tirées du danger et de l'inefficacité d'une pénalité excessive. M. Malapert en exagérant ce que ces considérations ont de juste, et avançant que lui, petit propriétaire de bois, trouvait dans l'impunité même des délits le moyen de les prévenir, a détourné le Congrès de toute concession dans ce sens.

Il nous semble que l'article 3 de la commission n'a point d'objet, et que le ministère public ne saurait être forcé de poursuivre quand même sur le simple vu d'un procès-verbal: ses devoirs et sa conscience le feront toujours, en ceci comme en tout, d'apprécier la qualité du délit et l'urgence des poursuites.

Après avoir écarté une foule d'articles additionnels qui s'éloignent trop du point de vue général dans lequel doit se tenir le Congrès, et tombaient dans des détails d'intérêts locaux, l'Assemblée a adopté une proposition faite par M. Chevandier. On sait que les bois de l'Etat sont, à juste titre, soustraits aux contributions directes, et qu'ils sont aussi exemptés de payer les centimes additionnels pour les dépenses communales, si ce n'est pour les chemins vicinaux. Cette dernière immunité n'est point légitime; il en résulte que là où l'Etat possède des bois, la commune est dans l'impossibilité d'entretenir l'église et l'école, de faire face aux frais de l'éducation publique et religieuse, à toutes les autres dépenses nécessaires. Quand les bois changent de mains, pour passer des particuliers à l'Etat, il s'en suit une instabilité de revenus, une rupture d'équilibre dans les ressources, très préjudiciable à la commune. M. Chevandier pense, et sa proposition a été favorablement accueillie et acceptée, que les bois de l'Etat doivent être appelés à payer les centimes additionnels sur la base même d'après laquelle ils paient pour les chemins vicinaux.

Un article a été adopté à l'unanimité sans discussion préalable, c'est celui qui demande que l'administration des forêts passe dans les attributions

du ministère de l'agriculture. Le Congrès attache une telle importance à son vœu, qu'il a expressément recommandé que le procès-verbal mentionnât son unanimité sur ce point.

Plusieurs questions se présentaient pour la discussion de demain. Le Congrès consulté a mis à l'ordre du jour la question des chambres consultatives, et indiqué celles du régime hypothécaire et du crédit foncier comme devant l'occuper immédiatement après. Nous regrettons que parmi toutes les questions importantes soumises à ses délibérations, le Congrès n'en ait pas choisi deux de préférence à toutes les autres. D'abord celle du crédit foncier qui domine réellement toutes les autres, puis celle de l'enseignement agricole. Espérons que la première sera suffisamment élaborée par le Congrès, pour que le pouvoir législatif soit sollicité dans son initiative et éclairé. Quant à la seconde, pendant que nous délibérons ici, on organise déjà en Belgique. Nous dirons bientôt un mot à nos lecteurs de ce qui se fait chez nos voisins pour l'éducation professionnelle des agriculteurs.

(La suite au prochain numéro.)

EXPOSITION ET EXAMEN CRITIQUE DES DOCTRINES DE M. PROUDHON.

Première partie. — Exposition.

(Suite (1)).

Nous venons de le voir, la première partie du livre que nous examinons est une étude générale sur l'activité intellectuelle. Appuyé sur la certitude dont il a revêtu la spéculation, M. Proudhon consacre les trois derniers chapitres à l'activité industrielle, en prenant cette expression dans son acception la plus large.

L'économie politique définie, la science de la production et de la distribution des richesses a pour objet direct le travail, c'est-à-dire l'action intelligente de l'homme sur la matière, dans un but prévu de satisfaction personnelle.

Le champ d'observation de l'économie politique n'aura d'autres limites que les phénomènes qui se manifestent dans le travail ou à l'occasion du travail ; c'est assez dire quelles sont l'importance et l'étendue de cette science qui embrasse, suivant la division de l'auteur : 1^o le travail pris au point de vue objectif, c'est-à-dire dans sa réalisation et ses résultats ; 2^o le travail pris au point de vue subjectif, c'est-à-dire considéré par rapport à l'homme, suivant la nature duquel il doit être organisé ; 3^o le droit ou science de la distribution des instruments de travail et de la répartition des produits.

Il y aurait plutôt lieu d'être effrayé d'un tel horizon, et de craindre que l'homme ne pût embrasser d'un regard systématique les sciences d'application qu'il suppose, si l'on ne réfléchissait qu'il s'agit ici de lois générales, déduites, sans doute, de l'examen analytique des phénomènes particuliers, mais ne relevant plus, une fois découvertes, que du raisonnement scientifique : ainsi les mathématiques, suscitées par les phénomènes les plus apparents et les plus vulgaires, s'élèvent avec certitude dans les régions indépendantes de toute spécialité et de toute contingence, et imposent, au contraire, aux sciences caractérisées par la spécialité des phénomènes, les lois supérieures et absolues de tous les phénomènes de quelque ordre que ce soit.

Est-il nécessaire de dire que M. Proudhon voit dans la dialectique sérieuse la seule méthode applicable à l'économie politique ? Les articles précédents ont dû édifier complètement le lecteur à cet égard.

L'ouvrage intitulé *Système des contradictions économiques*, qui sera l'objet de mon prochain article, a présenté les idées de M. Proudhon sur la matière avec beaucoup plus d'ordre que les présents chapitres, où l'auteur semble avoir jeté, dans le cadre de sa conception générale, les aperçus particuliers, avec la spontanéité et la générosité habituelles à ses travaux. C'est pourquoi je me bornerai, quant à présent, à exposer le plan fondamental suivant lequel il envisage l'organisation de la science ; tel est aussi, du reste, le but principal du livre.

Conformément à la division ci-dessus rapportée,

(1) Voir les numéros des 1^{er}, 8, 15, 22, 29 avril, 6, 13, 20, 27 mai.

M. Proudhon nous montre le travail objectif dans le produit. « Le travail effectué a nom *produit*. »

Suivant le point de vue sous lequel sera ensuite envisagé le produit, l'idée se transformera de la manière suivante : le point de vue de l'utilité du produit engendre l'idée de *valeur* ; celui de la valeur accumulée, par destination reproductive, engendre l'idée de *capital*, c'est-à-dire principe, ferment, moyen ou organe de production ; enfin, « le salaire est encore le travail objectif, réalisé, se faisant équation à lui-même dans le produit, mais représenté par une formule de convention qui lui permet de s'échanger à volonté, la monnaie. Ainsi, travail, produit, valeur, salaire sont termes corrélatifs adéquats l'un à l'autre, mais donnant lieu à des spéculations différentes. »

Or, c'est précisément de la nature de ces spéculations, de leur justesse et de leur efficacité que ressortira l'organisation de la partie correspondante de l'économie politique. Je relate sommairement les opinions de M. Proudhon sur les divers points de vue du travail réalisé.

Il nie, dans une saine économie, la distinction entre le *produit net* et le *produit brut*, distinction qui est la pierre angulaire de l'économie officielle. Quant à la valeur, armé de l'idée constituante d'utilité, il déclare encore absolument contraire à la science la distinction de *valeur en usage* et *valeur en échange*, par laquelle les économistes ont consacré le désordre du marché.

Sur le capital : « et d'abord le capital étant du travail accumulé, concrété, solidifié, si l'on veut me passer ce latinisme (*solidum*, capital), d'où vient la distinction si répandue et qui témoigne d'un si profond antagonisme entre *travailleur* et *capitaliste* ? Ces deux termes expriment-ils deux catégories de personnes ou seulement deux faces de notre condition commune, le travail ? »

Le capital *fixe* ou *engagé* est l'instrument de la production, comme la *monnaie* est l'instrument de la circulation. « Sans la monnaie, sans cet étalon de la valeur, l'appréciation des produits voltige à tous vents, le papier de banque ne signifie rien, la lettre de change est impossible, les comptes ne sont jamais apurés, le travailleur ne se croit jamais payé, le marchand jamais soldé, le consommateur jamais satisfait : sans la monnaie, la société n'est pour l'homme que charnu et ratelier, l'égalité devient un joug et la liberté un leurre. »

Il y a lieu de s'étonner que l'auteur, qui venait de porter si franchement la dénégation sur les idées empruntées à la routine, ait aussi gravement erré dans cette question du capital fixe et du capital circulant ; qu'il ait si légèrement tiré d'une différence de distinction des produits des conclusions basées sur une analyse déficiente. Mais il est, plus tard, revenu lui-même sur l'erreur qui consistait à voir dans la monnaie métallique l'instrument de la circulation plutôt que dans toute autre combinaison de l'esprit appropriée aux conditions essentielles de ce service. Si j'ai relevé ici l'opinion émise sur la monnaie, ce n'a point été pour anticiper sur la discussion, mais, au contraire, parce que cela n'en doit pas susciter de ma part ; je ne rechercherai pas le triomphe illusoire sur un point rétracté par l'auteur. Je n'appellerai même pas ce changement une contradiction, mais un progrès digne d'éloges et non de blâme, et qui ne peut ébranler que les prétentions parfois affichées d'infailibilité : or, celles-ci sont un travers de caractère qui ne modifie en rien la valeur propre des conceptions.

Le salaire doit être égal au travail. « La question se trouve donc ainsi réduite : le travail dans ses mille spécialités peut-il être soumis à une mesure de comparaison exacte ? »

« Le travail est la superposition ou substitution, dans les corps, des séries artificielles aux séries naturelles. Or, comme toutes ces séries substituées ou superposées sont incommensurables entre elles (sans quoi elles ne formeraient pas des spécialités ou divisions du travail), il s'ensuit que le travail, considéré dans le produit, n'a pas de mesure de comparaison. »

« Mais puisque le travail est divisible, susceptible de genres et d'espèces, en un mot, de série, il résulte nécessairement que le travail est mesurable ; et puisque la mesure du travail ne se trouve pas dans l'objet, il faut qu'elle se rencontre dans le sujet, c'est-à-dire dans le travailleur. »

« Donc, mesurer le travail, ce n'est pas comparer des valeurs incommensurables entre elles, c'est trouver le rapport des capacités ; par conséquent, le problème des salaires ne peut se résoudre qu'avec celui de l'organisation. C'est, pour le moment, tout ce que nous avons à démontrer. »

« La mesure du travail a été provisoirement prise du temps. Si dans deux fonctions séparées

toutes choses étaient égales, le talent, la diligence, le zèle, la bonne foi, la dépense de force physique et d'intelligence on pourrait dire que dix heures de travail dans l'une paient dix heures de travail dans l'autre. Mais comme une semblable égalité ne se rencontre jamais, le temps, abstraction faite des différences industrielles, est une mesure arbitraire, un vrai lit de Procuste, sur lequel le travail mutilé ou distendu se révolte, où la liberté et l'égalité expirent. »

« Toutefois, comme la société ne peut vivre sans ordre et sans échanges, on estime le travail ici à la journée, là au mois ou à l'année, ailleurs à la pièce, ce qui revient au même, puisque la moyenne de la production, dans un temps donné, est connue ; puis on tient compte des différences de spécialité en classant les fonctions en nobles et ignobles, savantes et grossières, libérales et serviles, publiques et privées, amovibles et inamovibles, etc., etc. ; d'où résulte une variété de salaires la plus bizarre et la plus impertinente qui se puisse souffrir. »

Considéré par rapport aux travailleurs, voici les idées que suggère le travail à M. Proudhon :

« Comme le travail, analysé dans ses effets, nous a donné successivement, par équation sérieuse, les notions de *produit*, *valeur*, *capital* et *salaire*, lesquelles, analysées à leur tour et suivies dans toutes leurs applications, transformations et combinaisons constituent la première partie de la science économique : ainsi, le travail, considéré dans sa division, nous découvrira les caractères essentiels du travailleur, les conditions qui rendent la fonction utile et normale ; et, de cette conception fondamentale de l'élément politique, nous arriverons, par une sorte d'intégration sérieuse, à l'organisation des sociétés. »

Comment ce programme a-t-il été rempli ?

La loi fondamentale du travail, dérivant de la nature de l'homme, est la *division*.

« Le but de la division du travail est, immédiatement, célérité dans la production, abondance et meilleure qualité des produits ; ultérieurement, commerce et association : — son principe se trouve dans l'unité du moi ou de la force intelligente et productrice, dont l'attention ne peut se diriger en même temps sur plusieurs choses. Or, d'une part, la matière du travail est immense ; de l'autre, les formes qu'elle peut recevoir de l'industrie humaine sont innombrables : la production sera donc nécessairement successive, si elle est d'un seul ; divisée, si elle a lieu par le concours de plusieurs. »

Mais, pour être efficace dans la multiplication et l'accélération des produits sans dégrader le travailleur, la division doit s'opérer en vertu de deux principes corrélatifs : *spécification* et *composition*.

Par la *spécification*, le travail satisfait au vœu de notre personnalité, qui tend invinciblement à se différencier, à se rendre indépendante, à conquérir sa liberté et son caractère ; par la *composition*, le travail répond à tous les besoins de l'intelligence, à sa faculté inventive et organisatrice, comme à son amour de la synthèse et de l'unité. »

Au reste, ces deux principes sont donnés par la considération de la série qui n'existe qu'à deux conditions : division et groupe.

Je ne puis exposer les développements de ces idées principales sur la division du travail ; mais je vais rapporter, en la mutilant par brièveté, l'appréciation des travaux de mon intelligence.

Le travail a été défini l'action intelligente de l'homme sur la matière ; donc le travail de tête n'est pas du travail dans le sens économique. La pensée et l'action ne doivent pas se confondre ; c'est une nouvelle division du travail en ses éléments constituants, l'intelligence et la force, lesquels n'ont pas séparément d'existence réelle. « Mais le savant participe à l'exécution, puisque c'est seulement en vue de l'exécution qu'il marche à la découverte ; l'homme d'action participe à la science, parce que, pour exécuter le devis du savant, il faut qu'il en acquière l'intelligence. La solidarité et la communauté industrielle entre eux est complète : comment l'égalité civile n'en serait-elle pas un jour la conséquence ? »

Outre les deux conditions qui déterminent l'idée de la *division* du travail en elle-même, il reste la condition de variété dans les procédés correspondants à l'espèce du travail à accomplir ; et l'examen de cette troisième condition du travail est d'une importance capitale pour l'organisation : nous en allons juger par les conséquences de M. Proudhon.

« Puisque l'industrie humaine est la transposition des séries de la nature ; et puisque le travail, dans ses divisions, suit les mêmes lois que toutes les choses sérieuses, la spécification et la composition : il s'ensuit que tout art, tout métier, toute science,

en un mot, toute fonction est une application particulière de la loi sérielle, c'est-à-dire une démonstration de l'absolu, une réduction de l'infini.»

« Ainsi..... »

« Toute fonction industrielle, artistique ou littéraire, étant un point de vue, un côté spécial par où la métaphysique peut être abordée et parcourue dans son entier, il suit de là encore que les fonctions sociales sont égales entre elles, égales en utilité productive, égales en mérite théorique, par conséquent, égales en mérite et en dignité. »

« En effet..... »

« Puisque les arts, les sciences et les métiers, par leur spécialité synthétique, leurs procédés d'exécution et leurs méthodes, sont des applications de la loi sérielle, la loi sérielle est la mesure de comparaison des industries, et, par là-même, des capacités. »

..... La somme d'instruction nécessaire pour acquérir une pleine intelligence de la loi sérielle et se consommer dans une ou plusieurs branches de l'encyclopédie humaine, pouvant facilement s'obtenir, à moins que l'on ne confonde l'érudition avec la science, le travail avec la raison, les capacités dans une société bien ordonnée seront, à peu de chose près, égales. »

« Ainsi, comme critérium de certitude, la théorie sérielle est la fin de la philosophie et l'abolition de la foi religieuse; comme norme du travail, de la science et de l'industrie, elle est la mesure et le niveau des intelligences. »

L'économie politique ainsi étudiée dans ses éléments analytiques, il deviendra possible de procéder à l'organisation du travail, c'est-à-dire de systématiser tous les phénomènes que présente le travail sous toutes ses faces.

« Organiser le travail, c'est décrire et délimiter des fonctions, puis les grouper par ordre, genres, espèces et variétés; comme organiser la botanique et la zoologie, ce fut pour de Jussieu et Cuvier trouver les familles naturelles des plantes et des animaux. La société est donc un système de séries, dont la nature inorganique, végétative et sensible offre les analogues: à la suite des règnes *minéral*, *végétal*, *animal*, se constitue et se détermine chaque jour le règne *industriel*, qui semble devoir être, sur notre globe, le complément de l'action divine?..... »

« Cette magnifique analogie nous fournit une nouvelle preuve de l'équivalence des fonctions. »

Sans suivre le développement de cette preuve, j'en donnerai l'esprit dans ces quelques mots:

« Or, à mesure que la fonction gagne en généralité représentative, c'est-à-dire à mesure qu'elle en résume un plus grand nombre d'autres, elle perd en spécialité effective, en matière industrielle et en application scientifique. Ainsi..... Le travail, dans cette région élevée, suppose, comme partout, une aptitude, une éducation et des conditions d'éligibilité spéciales; mais, en soi, il n'est ni plus, ni moins difficile qu'ailleurs: si le contraire, aujourd'hui, semble avoir lieu, cela vient uniquement de notre organisation imparfaite et du simplisme des principes qui nous gouvernent. »

Il avait été dit déjà que l'inégalité d'intelligence entre les hommes est une anomalie; on voit ici que leur dépendance et leur inégalité, en tant que fonctionnaires, est une injustice.

Ce sont, on le voit, les mêmes idées déjà exposées dans le premier mémoire sur la propriété. Je ne crains pas de paraître répéter des doctrines déjà mises sous les yeux du lecteur, parce qu'ici elles résultent d'une conception philosophique nouvelle qui ramène avec une force que je ne puis dissimuler des idées d'une importance extrême en économie sociale.

« Puisque la loi sérielle est la mesure commune des capacités; en d'autres termes, puisque les fonctions sociales sont équivalentes entre elles, leurs produits peuvent s'évaluer l'un l'autre, et les salaires sont égaux. Il suffit, pour en dresser le tarif, d'indiquer la moyenne de temps nécessaire à l'achèvement de chaque produit. »

Dès lors, il est facile d'appliquer à l'activité humaine, dans la société organisée, une responsabilité suivant la justice, et non plus suivant des idées arbitraires, dans une société incohérente.

« L'association est le corollaire de la division du travail; la solidarité est le corollaire de la force collective; la personnalité du travailleur et la liberté individuelle sont le corollaire des lois de spécification et de composition; de même la responsabilité du travailleur résulte de l'idée de salaire. »

« Le salaire doit être égal au produit. S'il est moindre, il y a peine ou dommage pour le travail-

leur; s'il est plus fort, il y a munificence ou usurpation. »

« Je dis donc que le salaire devant représenter fidèlement le produit, par cela seul le travailleur est rendu responsable de son œuvre: j'ajoute que la justice le veut ainsi. Car la justice consiste à mettre tous les travailleurs à même d'obtenir, par leur produit, un bien-être égal: elle ne va pas jusqu'à conduire la main et forcer la volonté aux individus, à exagérer la charité fraternelle pour niveler, en l'absence du mérite, les récompenses. »

« La responsabilité du travail, appliquée à la propriété, changera celle-ci en un droit nouveau qui n'aura plus de commun avec l'ancien que le principe (l'individualité), et peut être le nom. »

Tel est l'ensemble d'idées générales que M. Proudhon a parcourues, sous les deux premières divisions de l'économie politique, dont l'une envisage particulièrement le produit sous ses aspects divers, et l'autre prend surtout son point de vue dans le producteur. Il reste la troisième division, la science du droit ou science de la distribution des instruments de travail et de la répartition des produits. Mais, il faut le dire, M. Proudhon n'a point complété sa vue à vol d'oiseau de l'économie politique par l'exposition de ses idées sur cette importante branche de la science. Je ne lui en fais point un reproche, tout au plus manifesterais-je le regret qu'il se soit borné à l'énoncé des richesses théoriques et des bienfaits sociaux qui doivent résulter de la constitution définitive de ce complément supérieur de l'économie; mais la matière aurait demandé, sous peine d'être traitée avec une légèreté qui ne convient point en un tel sujet, des développements disproportionnés avec les autres parties du livre.

Ce n'était pas une raison pour terminer un chapitre intéressant par une de ces critiques que rien ne nécessite, et qui viennent trop souvent, on ne sait d'où, rompre la chaîne des idées, laquelle n'est pas déjà en général, trop tendue.

Il semble que l'auteur se venge sur Fourier et les communistes, ou autres qu'il a toujours sous la main à cet effet, d'être obligé de laisser son programme incomplet et de le terminer par une simple promesse à l'endroit des merveilles de la troisième partie.

GILBERT VILLENEUVE.

(La suite à un prochain numéro.)

La Réforme, la Démocratie pacifique, le Peuple, la Révolution démocratique et sociale, la Vraie République, la Tribune des Peuples sont suspendus par arrêté du président de la République. Leurs bureaux seront occupés militairement. — Première conséquence de l'état de siège.

COURRIER DE LA SEMAINE.

L'ORDRE ET LE DÉSORDRE.

S'il était un pays où l'on vécut toujours,
J'irais avec plaisir y terminer mes jours.

Et je n'attendrais pas à demain pour fuir vers ces autres climats; je m'embarquerais ce soir même, et j'abandonnerais lâchement à ses tristes destinées la France, ma belle France, terre de liberté et d'amour, mais où règne malheureusement, à cette heure, un triumvirat que je ne peux pas sentir, le choléra, l'état de siège et la culotte de peau. Ce n'est pas d'aujourd'hui que j'ai maille à partir avec la culotte de peau, le plus redoutable, à beaucoup près de tous les fléaux de l'époque, parce que là où il y a absence d'intellect, la raison perd ses droits.

Hélas! il s'est passé depuis huit jours bien des choses honteuses et ridicules sous le soleil de la France, voilà pourquoi ce séjour me déplaît.

On dit que la dégradation du caractère national est allée si bas, si bas, que le rouge en est monté au front de la police. On dit que M. Rébillot aurait eu un mouvement de dégoût sublime contre les délateurs, et qu'il aurait commandé à ses sbires de jeter au feu les monceaux de dénonciations qui pleuvaient depuis deux ou trois jours sur la préfecture de police de tous les quartiers de Paris.

Caussidière avait déjà déclaré, l'an passé, que s'il avait voulu écouter les conseils *fraternels* d'une moitié de Paris, il aurait fait enfermer l'autre.

On nous appelait jadis un peuple de valets; on nous appellera désormais un peuple de mouchards!

C'est-à-dire que je ne sais plus maintenant jusqu'à quel point on peut être fier d'être Français, surtout de la première légion de la garde nationale de Paris, protectrice de l'ordre et de la propriété, mais non des imprimeries. Que tous ceux qui ne sont pas flattés de ma sincérité prennent ma tête.

Une seule circonstance atténuante, une seule, plaidera, dans l'histoire, en faveur de la cécité intellectuelle dont la représentation nationale est en train de faire preuve. Cette Assemblée est venue au monde le *treize* mai, sous le signe des Gémeaux; c'est là sa seule excuse dans le futur; car il est écrit que tous ceux qui naîtront sous ce signe seront gens de peu d'entendement. Or, nul ne peut être responsable des torts de sa naissance, puisque nul ne peut choisir pour naître son étoile et son heure.

C'est le *treize* mai que l'Assemblée législative est née, c'est le *treize* juin qu'elle a voté l'état de siège, qu'elle a fait son 31 mai, qu'elle a rendu à M. Changarnier son commandement général des troupes civiles et militaires de Paris. La Législative aurait nommé ce soir-là M. Changarnier empereur, que je n'en aurais point été surpris; j'aurais trouvé la chose drôle, mais drôle et rien de plus; car je ne suis pas de ces esprits forts qui nient l'influence pernicieuse des vendredis ni des treize sur le cerveau des malheureux humains.

Que sera-ce du treize juillet, du treize août, du treize septembre, de tous les treize qui nous séparent encore du prochain dix-huit brumaire? Je n'ose aventurer une prophétie à cet égard, mais je tremble rien que d'y songer.

A Dieu ne plaise, cependant, que la douleur et l'inquiétude qui torturent mon âme percent à travers mes paroles et me fassent oublier les égards dus à la majorité et à la gendarmerie royale. Nous devons indulgence aussi à qui pêche sans le savoir, et pour peu que nous réussissions à nous persuader que la majorité de l'Assemblée législative agit sous l'influence d'un vertige de déraison plus fort qu'elle, nous devrions parvenir à rencontrer sous notre plume des expressions bienveillantes pour caractériser les actes les plus odieux et les plus révoltants. Rémémorons les faits de la fatale semaine.

Tous les malheurs et tous les dangers de la situation proviennent, comme on sait, d'une divergence fâcheuse d'opinion entre la minorité et la majorité sur la signification des articles 5 et 54 du pacte fondamental.

L'article 54 dispose que le président ne peut entreprendre aucune guerre sans l'autorisation de l'Assemblée des représentants du peuple....

Or, l'Assemblée constituante avait refusé formellement au président l'autorisation de faire la guerre à la République romaine, fille de la République française; et comme le président avait passé outre à la guerre, sans tenir compte de l'interdiction des représentants du peuple souverain, nombre de bons esprits en avaient conclu que le président avait outrepassé ses pouvoirs et violé la Constitution. C'était une opinion comme une autre; c'était la mienne, c'était aussi celle de la minorité de l'Assemblée législative, celle d'une multitude de bons bourgeois de la garde nationale, celle du peuple, en un mot, et, de plus, celle des constituants qui avaient rédigé la Constitution et qui devaient savoir, mieux que qui ce soit, ce qu'ils avaient voulu dire.

Pendant, cette opinion n'était pas celle de la majorité des représentants. Et ce te majorité a déclaré, par la voix de M. le général Bedeau l'Africain, que c'était à elle seule à interpréter les textes; de manière que si la majorité, par exemple, décidait qu'il fait nuit à midi, la minorité devait être tenue d'accepter cette décision, en dépit de la vérité et des protestations du soleil.

Pendant ce temps-là, le sang de nos soldats coulait à Rome, et le peuple de Paris, et la presse démocratique, et les Amis de la Constitution étaient unanimes pour flétrir cette guerre fratricide.

Alors le peuple de Paris, le peuple qui a fait la révolution de février et qui ne se soucie aucunement de voir restaurer l'absolutisme papal au prix du sang de nos soldats, le peuple a désiré faire connaître sa manière de voir à son gouvernement, et dans ce but, il a organisé une manifestation pacifique. Cent mille hommes se sont réunis sans armes sur les boulevards; cent mille hommes ont défilé paisiblement pendant une heure au milieu d'une population sympathique, et aux cris multipliés de *Vive la République! vive la Constitution!* Aucun autre cri n'a été proféré, et le caractère de la manifestation était si évidemment pacifique, que

pas une boutique ne s'est fermée sur le passage de cette foule.

Je sais quelle réserve impose à l'écrivain la législation de l'état de siège ; néanmoins, la crainte des tortures et des pontons ne collera jamais ma langue à mon palais et ne m'empêchera jamais de dire que le cri de *Vive la République !* n'a rien de séditieux sous un gouvernement républicain. A preuve : que la proclamation de l'Assemblée au peuple se termine par cette même formule.

Le parti de l'ordre, hélas ! n'en a pas jugé ainsi. Le parti de l'ordre qui n'aime pas à entendre proférer trop haut les cris républicains, a fait charger par des régiments de cavalerie et d'infanterie cette masse désarmée et inoffensive qui n'était pas venue là pour se battre et qui a abandonné sans résistance le champ de bataille aux cuirassiers, aux dragons, à la gendarmerie et aux chasseurs de Vincennes. Le chasseur de Vincennes a remplacé depuis peu le municipal dans l'estime et dans le cœur de l'ami de l'ordre.

Des écrivains appartenant au parti religieux, honnête et modéré, ont vaillamment insulté à la lâcheté de ce peuple parisien qui s'est retiré devant un déploiement formidable d'artillerie, de cavalerie, d'infanterie, sous prétexte qu'il n'était pas armé. Ah ! si la législation de l'état de siège ne m'empêchait pas de qualifier suivant leurs mérites les misérables qui déshonorent par de telles turpitudes le métier d'écrivain et qui me forceront à donner ma démission d'homme de lettres, un de ces quatre matins !

Donc la manifestation désarmée s'est dispersée en tous sens sous la pression de la manifestation armée. Cependant quelques-uns des dispersés font entendre le cri : *Aux armes !* Ce cri trouve peu d'écho dans le sein de la population. Tout le monde sent parfaitement que la Constitution a été violée : mais la violation a été faite à Rome, et les violations perdent énormément de leur effet à la distance de 3 à 400 lieues. On ne se décide pas en quelques minutes à faire une nouvelle révolution pour si peu ; et puis le choléra continue d'exercer ses ravages et de préoccuper les esprits. D'un autre côté, ces 120,000 soldats qui garnissent tous les quais, toutes les places publiques et qui semblent sortir de terre au roulement du tambour, ne laissent pas que d'inspirer des pensées de prudence aux plus déterminés. L'appel à l'insurrection s'éteint dans l'indifférence publique. Quelques tentatives de barricades ont lieu aux abords du Conservatoire des arts et métiers, où se sont réunis quelques représentants de la Montagne ; ces barricades sont enlevées par la troupe avant d'être achevées, et presque sans coup férir, car cette troupe tire en l'air. Sept représentants sont arrêtés au Conservatoire, et conduits à la Conciergerie. Le combat finit partout avant d'avoir commencé. Le parti de l'ordre triomphe sur toute la ligne. On compte un mort dans les rangs du peuple, un blessé dans ceux de l'armée.

J'ai entendu quelques frénétiques amis de l'ordre exprimer le regret que M. Changarnier, le héros du jour, n'eût pas suivi l'exemple de M. Cavaignac, c'est-à-dire n'eût pas laissé, comme celui-ci en juin, l'affaire s'engager et les barricades s'élever, de manière à offrir au parti de l'ordre le moyen d'en finir avec le parti du désordre. Je ne partage pas les regrets de tous ces nobles cœurs. Je ne suis pas suspect de partialité envers M. le général Changarnier, le héros du jour ; mais je ne puis m'empêcher de préférer la tactique du vainqueur du 13 juin 1849 à celle du vainqueur du 24 juin 1848. Il est évident que, quand on craint une émeute, le meilleur parti à prendre est de déployer pour l'arrêter au début toutes les forces dont on dispose. C'est d'ailleurs le moyen de prévenir l'effusion du sang : ce serait le nôtre en pareille occurrence. Quand on a cent mille hommes sous la main, ce n'est pas pour les cacher.

En somme, le vainqueur a subi les honneurs du triomphe sur la voie publique, et de bruyantes acclamations d'agents de change l'ont accueilli partout sur son passage, tandis que les blanches mains des épouses de ces messieurs, généralement très mûres, agitaient en l'air leurs mouchoirs. Tout n'est pas rose, hélas ! dans la vie des guerriers.

Mais la victoire devait avoir de plus doux fruits pour le parti de l'ordre que l'ovation féminine et boursicotière décernée à son chef. C'est au palais Bourbon, et non sur la place publique, que se récoltent maintenant les lauriers de la gloire. Cette fois encore, ce sera la liberté, la pauvre liberté, qui expiera le crime de la défaite ! Singulière défaite, défaite sans combat ! Les soldats ont fait leur besogne ; au tour des avocats.

Et d'abord, qu'on s'empresse de proclamer l'état de siège, ce régime paternel qui n'a jamais gêné que les mauvais citoyens. — Adopté à l'unanimité.

Ensuite, qu'on s'occupe de rendre à M. Changarnier son bâton de connétable, avec les avantages attachés à ce grade. Demain ou après, l'Assemblée joindra à cet acte de réparation solennelle, l'hommage de sa reconnaissance au sauveur de la patrie.

Encourager les bons et punir les méchants est le double devoir d'une bonne législature. Le moment des grâces est passé, voici venir celui de l'expiation.

Décret d'accusation contre sept ou huit représentants arrêtés au Conservatoire. Décret d'accusation contre les représentants Ledru-Rollin, Considérant, Boichot et Rattier qui n'ont pas été arrêtés.

Décret d'accusation contre huit autres représentants, qui ont signé, dit-on, des lettres de faire part de l'insurrection aux comités de la province.

L'avocat Dufaure, le même qui a présenté la loi d'apanage sous le règne de Louis-Philippe, un ex-républicain farouche, demande la suspension du droit de réunion pendant un an seulement pour faire un petit essai. C'est à l'occasion d'un méchant banquet que devait présider M. Barrot, qu'a eu lieu cette maudite surprise de février d'où provient tout le mal. M. Dufaure et ses amis désirent en finir avec tout ce qui leur rappelle ce souvenir fâcheux et ravive leurs remords. Plus de banquet, plus de club, plus de cercle. C'est toujours autant de gagné, en attendant le grand jour de la suppression de la presse.

On remarque, sans surprise, que les hommes à robe noire qui ne se battent jamais, sont cette fois, comme toujours, les plus âpres à la répression. M. Grandin le manufacturier est le seul dont le zèle pour cette répression puisse être comparé au zèle de l'avocat Barrot, de l'avocat Dufaure, de l'avocat Baroche. Maître Baroche n'a encore demandé de décret d'accusation que contre vingt et quelques collègues. M. Grandin qui comprend mieux que ses émules les avantages du travail en grande échelle, désirerait englober tous les membres de la gauche dans une vaste et splendide accusation de complot contre la sécurité du gouvernement républicain, ses uniques amours, ce digne gouvernement républicain qui n'entend pas qu'on puisse être à la fois représentant du peuple et fournisseur de drap. Malheureusement la pièce sur laquelle s'appuie la dénonciation de l'ex-fournisseur Grandin, est reconnue fautive et désavouée avec trop d'empressement par tous ceux qui sont accusés de l'avoir signée. La dénonciation de l'ex-fournisseur Grandin tombe d'elle-même.

Pendant que ces mesures menaçantes s'adoptaient à la chambre dans la journée du 13, la terreur blanche faisait des siennes au dehors. Une compagnie de la 1^{re} légion de la garde nationale, commandée par un certain capitaine Verrat, nom de fâcheux augure, s'insinuait dans l'établissement de la *Démocratie pacifique*, brisait tout le matériel d'imprimerie, les lampes, les caractères, menaçait de mettre le feu au magasin de la librairie socialiste, violait le domicile du rédacteur en chef du journal, s'emportait en menaces odieuses contre la femme et la belle-mère du noble et courageux représentant du parti socialiste. Puis la même bande, enivrée par ce premier succès, allait renouveler les mêmes scènes, mais avec de plus charmants détails encore, dans les bureaux des journaux le *Peuple*, la *République*, la *Vraie république*, l'*Estafette*, insultant partout femmes et enfants, arrêtant sans mandat tout ce qui lui paraissait suspect, cassant et renversant tout, et menaçant de mettre à mort quiconque prétendrait arrêter le cours de leur justice.

Ainsi le parti de l'ordre punira à l'avenir tous les destructeurs de la famille et de la propriété.

Pendant que la compagnie Verrat mettait à sac les imprimeries de quatre à cinq journaux républicains, la police apposait les scelles sur les portes des imprimeries oubliées par les verdettes de la réaction. Pendant que la force majeure suspendait la publication de la *Démocratie pacifique*, du *Peuple*, de l'*Estafette*, de la *République* et de la *Vraie République*, la police arrêtait le tirage de la *Réforme* et de la *Tribune des Peuples*. Ce qui fait que la presse modérée a joui pendant quelques jours du monopole de la publicité ; et que la *Patrie* non seulement s'est débitée à un nombre prodigieux d'exemplaires, mais encore s'est vendue à des prix fabuleux, 50 et 75 centimes.

Les amis de l'ordre donnent depuis quelque

temps de bien mauvais exemples aux amis du désordre.

Je ne veux point établir de comparaison humiliante entre la conduite du peuple et celle des amis de l'ordre après la victoire. n'aimant pas à accabler mes ennemis. Je rappellerai seulement que le peuple victorieux en février n'a pas relevé l'échafaud, n'a pas décrété d'accusation M. Guizot et ses complices, n'a pas brisé les presses du *Journal des Débats*, au contraire.

Il est vrai que la révolution de février n'est pas née le 13, mais le 24 de ce mois. Oh, les dates, les dates ! 14 juin 1800, victoire de Marengo ; 14 juin 1807, victoire de Friedland ; conquête d'une multitude de drapeaux ; 13 juin 1849, victoire du carré Saint-Martin, conquête du képi d'un sergent-major !

On dit néanmoins que ces scènes de vandalisme ont trouvé des désapproubateurs dans les rangs de quelques amis moins fougueux de l'ordre. On dit même que la première légion de la garde nationale, désireuse de repousser la solidarité déshonorante des hauts faits de la compagnie Verrat, aurait ouvert une souscription dans son sein pour venir en aide aux malheureuses familles privées de travail et de pain par le fait des dévastations commises par ses verdettes. La chose peut être vraie ; mais elle paraît bien peu vraisemblable.

M. Dufaure a promis que les auteurs de ces attentats odieux contre la propriété et la famille seraient rigoureusement punis. Je croirai à cette justice quand j'aurai entendu sortir de la bouche du jury un verdict qui condamne ces forcenés. Sinon, non.

Cependant la mise hors la loi de vingt représentants, et la mise de vingt départements en état de siège, et la proclamation de M. Louis Bonaparte lui-même, ne prouvent aucunement que l'article 5 et l'article 54 de la Constitution n'aient pas été violés. Or, c'est la seule question qu'il s'agisse de décider, aujourd'hui comme demain. Et tous les conseils de guerre et tous les capitaines Verrat du monde me poseraient leur poignard sur la gorge pour me contraindre au silence, qu'ils ne m'empêcheraient pas de crier que la Constitution a été violée audacieusement une fois, deux fois, trois fois, et que...

M. le président a bien dit qu'on l'avait insulté pendant six mois, sans le faire sortir de son calme ; nous ne disons pas le contraire ; mais que nos adversaires soient de bonne foi : ce n'est pas là une preuve que M. le président ne soit pas lui-même sorti de la Constitution. *Quod erat demonstrandum.*

A. TOUSSENEL.

On annonce que l'autorité a fait fermer les établissements de plusieurs associations ouvrières, notamment ceux des coiffeurs, des cuisiniers de la rue Simon-le-Franc.

Nous manquons de renseignements positifs.

— Le ministre de l'intérieur a annoncé que des poursuites seraient dirigées contre les gardes nationaux, qui ont brisé les presses de MM. Proux et Boulé, qui ont envahi et saccagé les bureaux des journaux démocratiques.

— La légion d'artillerie de la garde nationale a été dissoute.

— L'école d'Alfort est licenciée.

— Une instruction judiciaire est suivie contre les auteurs des diverses proclamations insérées dans les journaux socialistes sous le nom des *Amis de la Constitution*, de la *Presse socialiste*, des *Ecoles*, etc.

— Le local de la société des *Amis de la Constitution* a été fermé ; les papiers ont été saisis, et quelques membres du bureau présents ont été, dit-on, arrêtés.

— Le choléra est en décroissance : la mortalité a diminué de moitié pendant les trois derniers jours.

L'un des propriétaires, LEOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie PEUSSELGUE, rue du Croissant, 12.